

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1923.

Proposition de loi accordant amnistie générale aux condamnés politiques.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Six ans après l'armistice, les développements d'une proposition accordant amnistie générale pour délits politiques commis pendant la guerre, peuvent se résumer brièvement.

En Belgique, comme ailleurs, les faits sont significatifs pour qui veut les comprendre. Presque tous les pays, qui ont pris part à la guerre, ont édicté des mesures d'amnistie relatives aux délits politiques et autres, commis pendant la guerre. Après une période de dislocation politique et sociale, ces mesures s'imposent comme étant le moyen nécessaire et le seul efficace pour rétablir l'ordre dans la société; c'est d'ailleurs le cours normal des choses, si bien que même le Traité de Versailles contient une disposition, notamment à l'article 212, imposant l'amnistie comme une obligation aux parties contractantes; notre pays, au mépris de l'esprit comme de la lettre de cet article, n'en a pas tenu compte jusqu'à présent.

Le fait historique, accordant régulièrement amnistie après chaque période d'agitation sociale et politique a reçu plus d'acuité par les faits d'après guerre qui se sont passés en Flandre, pour y préparer l'opinion publique à l'amnistie générale et sans réserve pour délits politiques. La discrimination dont on a fait preuve lors du jugement de ces délits et autres, où fut considéré comme chose capitale, non le motif politique désintéressé, mais l'égoïsme capitaliste et cupide, a affaibli singulièrement le caractère d'impartialité juridique que doivent nécessairement revêtir ces jugements.

Il est incontestable que le cas du baron Coppée a eu sa grande part dans cette direction de l'opinion publique.

Après l'interminable série de poursuites et de procès politiques, ceux qui les ont provoqués peuvent se demander si l'intérêt de la paix sociale et celui de l'État en ont été réellement servi. Pour un grand nombre de citoyens, c'est un fait acquis

que les rigueurs excessives de la justice vis-à-vis des activistes — puisqu'il faut les nommer par leur nom — n'ont eu d'autre but que d'attenter sournoisement à l'expression politique de l'idée flamande; ces rigueurs étaient telles que les représentants les plus autorisés de la magistrature belge n'ont pas hésité à pousser leurs subordonnés à violer les formalités légales de la procédure ou à couvrir cette violation de leur autorité.

On est convenu à dire que c'est une chose bien dangereuse pour un État lorsque sa population acquiert la conviction qu'elle est opprimée par lui, et c'est un facteur de progrès et de diffusion pour une idée lorsque celle-ci se sait menacée et en butte à la persécution. Que la Belgique soit bien convaincue et qu'elle y réfléchisse, que les procès activistes avec leurs suites ont renforcé chez le peuple flamand l'opinion, que tous les moyens de coercition sont bons entre les mains de l'État pour l'opprimer dans le domaine administratif comme dans le domaine judiciaire, et que les défenseurs de l'idée flamande sont tracassés et frustrés dans l'influence qu'ils peuvent exercer aussi bien que dans leur dignité.

Il y a des principes généraux qu'aucune force au monde ne peut violer impunément. La justice doit rester la justice et ne peut dégénérer en vengeance. Des délits politiques dont la répression est poursuivie pendant des années, alors que toute possibilité de récidive du délit a disparu, ont à la longue le caractère d'une vengeance politique.

À l'époque que nous vivons, l'idée fondamentale du droit pénal revêt de plus en plus un caractère d'éducation sociale et de reclassement plutôt que de châtiment; et tout motif de répression des prétendus délits politiques, commis, d'après l'avis non suspect d'un Ministre belge de la justice, non par bas égoïsme, mais par idéalisme, se trouve être périmé, du moment que non seulement la récidive est devenue matériellement impossible, mais que l'ajournement indéfini de l'amnistie doit inévitablement créer un esprit de révolte chez les condamnés ainsi que chez leurs adeptes.

Tous ceux qui ont considéré l'activisme comme un délit, ont insisté sur le fait de collaboration et d'acointance avec l'occupant. Toutefois les juges n'ont tenu aucun compte du fait que cette collaboration n'a été acceptée que dans un but d'intérêt exclusivement flamand, but qui doit être considéré comme un intérêt populaire. Ce qui doit retenir notre attention en l'occurrence c'est que, sans la situation anormale créée par l'occupation, telle que la chose est juridiquement prévue par la Convention de La Haye, l'activisme aurait été une impossibilité. Si l'on veut absolument voir dans l'activisme une menace contre la sécurité extérieure de l'État, il faudra d'autre part au moins reconnaître, qu'il doit résulter logiquement de la définition même du délit matériel, qu'à partir de novembre 1918, la sécurité extérieure de l'État belge n'était plus menacée, mais était au contraire parfaitement assurée. Si le prétendu intérêt de l'État n'admettait déjà plus à cette époque une action immédiate contre les activistes, que faut-il penser d'un régime qui, six ans après l'armistice, — alors que tous les hommes d'État ne parlent que de réconciliation et de réparation économique, d'apaisement des esprits et de ligue des Nations, — continue la série de poursuites, de bannissements et d'emprisonnements impitoyables! Celui qui a eu l'enseignement de

plusieurs années pour apprendre à connaître la psychologie de la neurose de la guerre, peut à la rigueur comprendre que dans le premier emballement après l'armistice, le patriotardisme belge s'est jetée à brides abattues sur les suspects, sans se soucier des formalités légales les plus élémentaires.

Mais c'est pour le moins un signe de mauvais augure pour l'ordre judiciaire qu'un maître du Barreau belge, feu Edmond Picard, pouvait parler de tribunaux révolutionnaires devant lesquels des flamands — hommes et femmes — furent traduits contrairement à l'article 8 de la Constitution; que les juristes faisaient légion qui contestaient la validité juridique des arrêtés-lois en vertu desquels on faisait les arrestations et ordonnait les poursuites; que même des juristes et des sociologues devaient unir leurs forces pour réclamer le retour à la légalité. Mais ce qui est bien plus grave encore, c'est que des dispositions pénales prises en raison des situations anormales sont maintenues et appliquées six ans après la guerre, toujours avec la même partialité politique, sous la trompeuse apparence d'une procédure devenue normale. C'est une de ces dérogations sociales qui démontrent abondamment qu'en ce pays le régime actuel porte manifestement atteinte à la justice humaine.

Non seulement, il y a eu des poursuites illégales, mais les jugements mêmes portent la marque stigmatisante d'un indiscutable arbitraire. N'est-ce pas de l'arbitraire, en effet, que pour un même prétendu délit certains prévenus bénéficiaient d'un non-lieu, tandis que d'autres encouraient des peines sévères, et que d'autres encore furent emprisonnés pour être relâchés ensuite sans avoir obtenu un non-lieu? Je ne parle ainsi que de situations qu'on peut appeler des cas extrêmes; car, dans l'invraisemblable hétérogénéité des jugements on ne peut évidemment escompter aucune proportion entre la peine et le délit. Le ministre Vandervelde n'a-t-il pas reconnu que pour redresser ce tripotage judiciaire de peines disproportionnées et prononcées au jeu du hasard, il fallait absolument faire intervenir une péréquation qu'il a voulu atteindre en gracieant individuellement, mais que seule l'amnistie générale peut résoudre définitivement.

Durant ces années d'après guerre, d'innombrables familles flamandes ont enduré, sous le coup des impitoyables poursuites, matériellement et moralement des souffrances sans nom. Le cœur des Flamands s'est aigri, parce qu'il leur paraît indiscutable que l'opposition des Flamands qui s'est fait jour pendant la guerre n'est que le résultat des négligences coupables des gouvernements qui se sont succédé, et que ceux qu'on a frappés sont les victimes d'un régime qu'on ne pourra justifier devant l'histoire du peuple flamand.

C'est pourquoi nous nous refusons à voir dans cette opposition une faute morale. Celui qui, après tant de brillantes protestations de l'idéalisme activiste, veut obstinément y voir un crime politique, ferait bien de réfléchir à la sage vérité du proverbe français qui dit : « Les fautes d'en haut provoquent les crimes d'en bas ». Il n'y aurait jamais eu question d'activisme s'il n'y avait eu des griefs flamands chez une population opprimée.

Au point de vue d'une noble justice, la Belgique a un compte politique à rendre à la Flandre. Une amnistie générale et sans réserve peut encore servir la Belgique avant qu'il ne soit trop tard et qu'on ne soit acculé à des solutions inévitables.

S'il n'était la souffrance individuelle ainsi que les exigences de la justice imprescriptible, nous serions tentés de dire que le mouvement flamand national n'a rien à craindre d'un ajournement toujours renouvelé de l'amnistie générale, qu'au contraire cela ne peut que rendre la persécution anti-flamande plus intolérable, le joug qui pèse sur la Flandre plus odieux, et l'idée flamande plus aigue dans son irrésistible progrès.

La présente proposition de loi se rapporte aux délits politiques et au délit de délation, en tant que celui-ci porte un caractère politique ou soit cominé d'une légère peine d'emprisonnement.

Un cas, tel que celui de l'ancien député Leo Augusteyns, dont les agissements activistes ne pouvaient certes tomber sous l'application des arrêtés-lois pris en France par le Gouvernement belge et qui, pour ce motif, fut accusé de délation présumée, est d'une injustice trop criante pour que l'amnistie ne lui soit pas appliquée. La délation présumée de M. Augusteyns n'était autre chose qu'un acte purement politique de flamandisation des institutions publiques, pour autant qu'il ait partagé les attributions et pris part aux travaux d'un corps administratif prévu par la loi.

D'autres cas de l'espèce pourraient être cités, où le fait incriminé se rattache si étroitement à la politique qu'on pourrait difficilement y voir autre chose qu'un délit purement politique, né de la lutte politique et de la passion politique.

La proposition de loi ne se rapporte ni à l'espionnage ni au trafic avec l'ennemi, quoique les auteurs estiment qu'en cette matière aussi, et spécialement en ce qui concerne la dernière infraction, la peine disproportionnée, que l'on doit qualifier d'arbitraire, et une impitoyabilité dépassant de loin la limite légitime, ont conduit à des jugements d'une validité douteuse. L'injustice comise en des cas individuels ne peut être réparée en partie qu'en accordant dans une large mesure la grâce à ceux qui n'ont pas encore purgé toute leur peine.

La proposition ne s'applique pas non plus aux condamnés anciens combattants.

En tant qu'il ne s'agit pas de délits de droit commun, l'amnistie générale et entière s'impose également en cette matière. Pour des motifs techniques notre proposition ne s'en occupe pas, les auteurs se réservant cependant de déposer très prochainement à cette fin une nouvelle proposition de loi.

HERMAN VOS.

(N^o 26)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JULI 1925.

**Wetsvoorstel strekkende tot het verleenen van algemeene amnestie
aan politieke veroordeelden.**

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Zes jaar na den wapenstilstand kan voor een wetsontwerp strekkende tot het verleenen van algemeene amnestie voor politieke misdrijven begaan tijdens de oorlogsjaren, een memorie van toelichting kort zijn.

De feiten, in België en in het buitenland spreken voor wie ze wil hooren, een duidelijke taal. In schier alle landen, die aan den oorlog deel namen, werden maatregelen van amnestie uitgevaardigd ten opzichte van politieke en andere misdrijven tijdens den oorlog gepleegd. Zoodanig ligt het in den natuurlijken loop der dingen om na een periode van staatkundige en maatschappelijke ontwrichting dergelijke maatregelen als de meest noodzakelijke en doelmatige middelen tot het ordenend herstel van de normale volksgemeenschap aan te wenden, dat ook het vredesverdrag van Versailles in artikel 212 een bepaling behelst, die de amnestie aan de verdragsluitende partijen oplegt, en waarmede in ons land bij miskenning van geest en letter van dit artikel tot nog toe geen rekening werd gehouden.

Meer nog dan de geschiedkundige regelmatigheid in het voorkomen van amnestieerende maatregelen na tijdvakken van sociale of politieke beroering, hebben de feiten die zich na den oorlog voordeden de openbare meening in Vlaanderen rijp gemaakt voor de algemeene en onvoorwaardelijke amnestie voor politieke misdrijven. De discriminatie, die aan den dag werd gelegd bij het vonnissen van deze misdrijven en andere, waarbij niet het onbaatzuchtige politieke motief maar enkel het schraapzuchtige kapitalistisch eigenbelang voorzat, tast het karakter van deze uitspraken als wezenlijk onpartijdig-rechterlijke uitspraken terdege aan.

Een geval als dat van baron Coppée, heeft ongetwijfeld in groote mate dezen invloed op de publieke opinie geoefend.

Na een onafzienbare reeks van politieke vervolgingen en processen mogen

diegenen die er toe dreven, zich afvragen of het belang van den maatschappelijken vrede en dat van den Staat werkelijk hierdoor gediend zijn geworden. Voor velen staat het vast, dat met het scherpe optreden van het gerecht tegenover de aktivisten — om ze bij name te noemen — waarbij zelfs de meest gezaghebbende vertegenwoordigers van de Belgische magistratuur niet schroomden hun minderen tot het schenden van wettelijke vormen van procedure aan te sporen of dergelijke schending te dekken, niets anders bedoeld werd dan een snoode aanslag op de Vlaamsche gedachte in haar politieke uiting.

Het is, naar men zegt, voor een Staat een gevaarlijk iets, wanneer de overtuiging zich bij een volk vastzet dat het door dezen Staat verdrukt wordt; het is voor de ontwikkeling en de verspreiding van een gedachte heilzaam wanneer die gedachte zich bedreigd en vervolgd weet. Laat België zich bezinnen en bedenken dat de aktivistenprocessen en hun nasleep bij het Vlaamsche volk de meening versterkt hebben, dat het door alle middelen van Staatsdwang bestuurlijk en gerechtelijk verdrukt wordt en dat de Vlaamsche gedachte in den invloed en de waardigheid van haar dragers gekneld en geknot wordt.

Er zijn van die algemeene beginselen die door geen macht ter wereld ongestraft kunnen geschonden worden. Recht moet recht blijven en geen wraakoefening worden. Politieke processen, waarbij de uitboeting der vonnissen... enz., wordt doorgedreven nog jaren nadat elke mogelijkheid van herhaling van het misdrijf is verdwenen krijgen het karakter van politieke wraakoefening. In dezen tijd, waar de grondleggende gedachte van het strafrecht er meer eene wordt van maatschappelijke opvoeding en reclasseering dan van vergelding, komt elke reden van beteugeling van vermeende politieke misdrijven, gepleegd naar de onverdachte uitspraak van een Belgisch minister van Rechtswezen niet uit lage beweegredenen, maar uit idealisme, te vervallen, wanneer niet enkel de herhaling materieel is buitengesloten maar het uitblijven van de amnestie onvermijdelijk een geest van opstandig verzet bij de getroffen en hun medestanders moet aankweken.

Al degenen die het aktivisme als een misdrijf beschouwden, hebben den nadruk gelegd op de samenwerking met den bezetter, Dat deze samenwerking uitsluitend voor Vlaamsche doeleinden, voor wat als een volksbelang moet erkend worden, werd aanvaard, telde voor de rechters weliswaar niet mede. Wat wij hier echter te onthouden hebben is, dat zonder den abnormalen toestand der bezetting, zooals deze juridisch werd voorzien in de Haagsche Conventie, geen aktivisme mogelijk of denkbaar ware geweest. Wil men in het aktivisme een bedreiging van de uitwendige veiligheid van den Staat zien, men erkenne ten minste dat logischerwijze uit de bepaling van het materiele misdrijf hier moet volgen, dat vanaf November 1918 de uitwendige veiligheid van den Belgischen Staat niet meer bedreigd maar integendeel volkomen gevrijwaard was. Gold toen de onmiddellijke eisch van het vermeende Staatsbelang, dat een rechtsvervolgung tegen de aktivisten vorderde, al niet meer, wat te zeggen van een regiem waaronder, 6 jaar na den Wapenstilstand, als alle Staatslieden den mond vol hebben van statenverzoening en ekonomisch herstel, van pacificatie der geesten en van volkenbond, nog steeds wordt verder gegaan op den weg van de vervolging, van de onmeedoogende gevangenzetting, van de verbanning ?

Dat in de eerste roes na den oorlog, van wat men genoemd heeft het Belgisch patriotardisme, men er maar losweg op afgegaan is, zonder inachtneming van de meest elementaire wettelijke pleegvormen, kan nog eenigszins begrepen worden voor wie de collectieve psychologie van de oorlogsneurose door een jarenlange ervaring leerde kennen.

Een veeg teeken was het niettemin voor de rechtsorde dat een gestorven grootmeester van de Belgische balie, Edmond Picard, kon spreken van revolutionnaire rechtbanken, voor dewelke, in strijd met artikel 8 van de Grondwet, Vlaamsche mannen en vrouwen werden gesleept; dat de juristen legio waren die de rechtsgeldigheid betwisten van de wetsbesluiten op grond waarvan men arresteerde en vervolgde; dat er door rechtsgeleerden en sociologen moest worden geijverd voor « le retour à la légalité » (de terugkeer tot de wettelijkheid). Maar nog erger is, dat men de op in wezen abnormale toestanden berekende strafbepalingen onder den bedrieglijken schijn van een nu normaal geworden procedure maar steeds met een zelfde politieke partijdigheid, zes jaar na den oorlog, handhaaft en blijft toepassen. Het is een van die maatschappelijke afwijkingen, die reeds alleen voldoende zijn om te bewijzen dat in dit land en onder dit regiem aan de menschelijke rechtvaardigheid ontwijfelbaar afbreuk wordt gedaan.

Is er op onwettelijke wijze vervolgd geworden, aan de arresten zelf kleeft de vloek van een onmiskkenbare willekeur. Want is het soms geen willekeur dat voor een zelfde zoogezegd misdrijf sommige beklaagden buiten vervolging gesteld werden, andere met zware straffen getroffen, ja dat er sommige zelfs gevangen gezet en weer in vrijheid gesteld werden, zonder buiten vervolging gesteld te zijn? En dit zijn dan maar de uiterste gevallen, want van eenige verhouding der straf tot het misdrijf kan bij de onbegrijpelijke ongelijksoortigheid der vonnissen geen sprake zijn. Heeft minister Vandervelde niet erkend, dat om dit gerechtelijk knoeiwerk van onevenredig en lukraak uitgesproken straffen te verhelpen een preekwatie volstrekt noodzakelijk was, die hij door het individueele genaderecht wou bereiken. Alleen door de algemeene amnestie kan aan die onrechtvaardigheid voorgoed een einde worden gesteld.

Er is in deze naoorlogsche jaren onder den druk der onverbiddelijke vervolgingen, in tallooze Vlaamsche gezinnen onnoemelijk veel stoffelijke en zedelijke ellende geleden. Er is verbittering in het Vlaamsche gemoed, waar zoo klaarblijkend enkel het schuldige verzuim van opeenvolgende regeeringen tot de uitbarsting van het Vlaamsche verzet onder den oorlog heeft geleid en de getroffen de slachtoffers zijn van een voor de geschiedenis van het Vlaamsche volk niet te verantwoorden staatsregiem.

Wij weigeren in dit verzet een zedelijke fout te zien. Wie halsstarrig na zoo vele schitterende getuigenissen over het idealisme van de activisten, er een politieke misdaad in zien, doen goed de wijsheid van de Fransche spreuk te overwegen : *Les fautes d'en haut provoquent les crimes d'en bas*. Er zou van geen aktivisme sprake geweest zijn, indien er van geen Vlaamsch onrecht en van Vlaamsche verdrukking kon gesproken worden.

Van het standpunt uit van een verheven rechtvaardigheid heeft België met

Vlaanderen een politieke schuld te vereffenen. Algemeene en onvoorwaardelijke amnestie kan België te stade komen voor dat het te laat is en men tot onontkoombare oplossingen wordt gedrongen.

Was er niet het individueele leed en de eisch van de onverjaarbare rechtvaardigheid, wij zouden geneigd zijn om te zeggen, dat niet de Vlaamsch-nationale beweging langer uitstel van de algemeene amnestie te duchten heeft maar dit alleen de anti-vlaamsche vervolgingen zedelijk onhoudbaar, het juk dat Vlaanderen wordt opgelegd hatelijker kan maken en de kracht der Vlaamsche gedachte in haar scherpsten vorm onweerstaanbaar kan doen groeïen.

Bijgaand wetsontwerp slaat op de politieke misdrijven en op dit van verklikking in zoover dit laatste een politiek karakter draagt of met eene geringe gevangenisstraf wordt beteugeld.

Een geval als dat van oud-volksvertegenwoordiger Leo Augusteyns, wiens activistische handelingen blijkbaar niet onder toepassing van de in Frankrijk door de Belgische Regeering uitgevaardigde Besluit-wetten konden gebracht worden en wien daarom een vermeende verklikking ten laste werd gelegd, is te schreeuwend onrechtvaardig dan dat ook hiervoor de amnestie niet zou worden voorzien. De vermeende verklikking van den heer Augusteyns had in niet anders bestaan dan in een zuivere politieke daad van vervlaamsching van de openbare instellingen, in zoover hij aan de bevoegdheden en werkzaamheden van een door de wet voorzien administratief lichaam had deelgenomen.

Er zouden nog meer dergelijke gevallen aan te halen zijn, waarbij het aangeklaagde feit al te nauw verband houdt met de politiek zoodat men er moeilijk iets anders in zien kan dan een zuiver politiek misdrijf uitgelokt door politieken strijd en politieken hartstocht.

Het wetsontwerp slaat niet op spionage en handel met den vijand, hoewel de ontwerpers van oordeel zijn dat ook hier in het bijzonder voor het laatste misdrijf een onevenredigheid van straf die willekeur moet heeten, en een onmeedogendheid, die de gewettigde strengheid ver overtreft, hebben geleid tot vonnissen van twijfelachtige waarde. Genadeverleening op breede schaal waar de straf nog niet mocht uitgeboet wezen, kan hier het individueele onrecht eenigermate herstellen.

Op de veroordeelde oud-strijders is dit ontwerp evemin toepasselijk.

Voor zoover het geen misdrijven van het gemeene recht betreft, is ook hier algemeene onvoorwaardelijke amnestie geboden. Om technische redenen werd dit uit het ontwerp geschakeld met het voorbehoud dat eerstdaags ook hiervoor door de ontwerpers een wetsontwerp van dezelfde strekking als het onderhavige zal worden neergelegd.

HERMAN VOS.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

CHAMBRE
des Représentants.

**Wetsvoorstel strekkende tot het ver-
leenen van algemeene amnestie
aan politieke veroordeelden.**

EERSTE ARTIKEL.

Amnestie wordt verleend voor al
de wetsovertredingen bedreven vóór
1 April 1925 en vallende onder toe-
passing van :

a) De artikelen 103, 104, 105, 109,
110, 115, §§ 4, 5 en 6, artikel 117,
artikel 118^{bis} van het Strafwetboek (Be-
sluit-Wet d. d. 8 April 1917, art. 1);

b) Artikel 121^{bis} van het Strafwetboek
(Besluit-Wet d. d. 8 April 1917,
art. 1),

in zooverre de uitgesproken of uit te
spreken straffen drie jaren niet te
boven gaan, of bij toepassing van arti-
kel 62 van het Strafwetboek, worden
begrepen in een zwaardere straf uitge-
sproken op grond van misdrijven door
deze wet kwijtgescholden, of dat de
aanklager een politiek doel heeft nage-
streefd en de aangeklaagde daad even-
eens een politiek karakter droeg.

ART. 2.

Al de hangende openbare rechts-
vorderingen en vervolgingen, naar aan-
leiding van misdrijven door deze wet
bedoeld, vervallen. Geen andere zullen
om zulkdanige feiten, vóór 1 April 1925
gepleegd, worden aangevangen.

**Proposition de loi accordant
amnistie générale à des condamnés
politiques.**

ARTICLE PREMIER.

Amnistie sera accordée pour toutes
les infractions antérieures au 1^{er} avril
1925 et tombant sous l'application :

a) des articles 103, 104, 105, 109,
110, 115, §§ 4, 5, 6, articles 117 et
118^{bis} du Code pénal (arrêté-loi du
8 avril 1917, article premier);

b) de l'article 121^{bis} du Code pénal
(arrêté-loi du 8 avril 1917, art. pre-
mier),

pour autant que les peines prononcées
ou à prononcer n'excèdent pas trois
ans, ou que, par application de l'ar-
ticle 62 du Code pénal, elles soient
absorbées par une peine plus forte
prononcée en raison de délits amnistiés
par la présente loi, ou que le plaignant
ait poursuivi un but politique et que le
fait incriminé ait eu également un
caractère politique.

ART. 2.

Toutes actions publiques et pour-
suites judiciaires, en raison de délits
visés par la présente loi, sont éteintes.
Aucune nouvelle action ou poursuite ne
pourra être introduite pour faits ana-
logues commis avant le 1^{er} avril 1925.

ART. 3.

Deze amnestiewet heeft voor gevolg de nietigheid der veroordeelingen tot schadevergoeding ten voordeele van den Staat uitgesproken en de teruggave, in kapitaal en interest, der tot heden aan den Staat uitbetaalde vergoedingen.

Tegen de rechten van derde personen, andere dan de Staat, kan zij niet worden ingeroepen.

ART. 4.

Deze wet wordt van kracht vanaf den dag harer bekendmaking.

ART. 3.

La présente loi d'amnistie emporte la nullité des condamnations civiles prononcées au profit de l'État ainsi que le remboursement, en capital et intérêts, des réparations déjà versées à l'État.

Elle ne peut être opposée aux droits de tiers autres que l'État.

ART. 4.

La présente loi entrera en vigueur à partir du jour de sa publication.

HERMAN VOS.

G. DECLERCQ.

L. VAN OPDENBOSCH.

THOMAS DEBACKER.

EM. BUTAYE.
